

TRANSITIONS

TRANSFORMATIONS

&

N°1



Ces femmes maires en action

CERCLE
DES DIRIGEANTS

Le Magazine du Cercle des Dirigeants
Think-Tank d'Aix-Marseille-Provence

avec

Patrick Alary / Olivier Bresson / Marie Borni / Frédéric Busin / Lionel de Cala / Patrick de Carolis / Luc Chamouveau / Gaby Charroux / Jean-David Ciot / Georges Cristani / François Debelle / Philippe d'Estienne / Dominique Fontvieille / Loïc Gachon / Gérard Gazay / Yannick Guerin / Thomas Kerjean / Laurent Laïk / Geneviève Maillet / Pierre Martin / Régis Martin / Arnaud Mercier / Christophe Mirmand / Renaud Muselier / Jacques Nicoli / Ludovic Parisot / Benoit Payan / Fabien Perez / Serge Perottino / Denis Philippe / Éric Pinalat / Claude Piccirillo / Didier Réault / Franck Recoing / Alexis Rouque / Laurent Simon / Martine Vassal

Les transitions et les nouvelles transformations

Le Cercle des Dirigeants a le plaisir de vous présenter son premier magazine consacré aux Transitions et Transformations du territoire. Think-tank réunissant les dirigeants publics et privés d'Aix-Marseille-Provence, nous avons réuni dans ce numéro de nombreuses actions, perspectives et innovations qui visent à transformer notre territoire dès aujourd'hui. Ce magazine ne prétend surtout pas à l'exhaustivité. Il offre simplement une vision prospective de ce que sera Aix-Marseille-Provence à très court terme grâce aux actions conjointes des dirigeants publics et privés, membres ou partenaires du Cercle.

Dans ce numéro, nous avons d'abord choisi d'évoquer les transitions sociales, économiques, démocratiques et écologiques. Nous considérons que la réussite de la transition globale de notre territoire se fera dans la coordination de l'ensemble de ces transitions. Grâce à l'union des forces publiques et privées que le Cercle promeut au fil de nos rendez-vous, nous faisons en sorte que l'intérêt général soit au cœur de notre action. Nous avons ensuite souhaité réaliser un dossier spécial consacré aux femmes maires du 13. Dans un moment où les élus préférés des Français subissent de nombreuses attaques et violences, nous avons voulu rappeler combien les maires sont porteurs d'élan et constituent un fondement solide, un gage de stabilité à notre démocratie économique locale.

Enfin, vous retrouverez au fil des 24 pages les valeurs qui sous-tendent le Cercle, que nous défendons bec et ongles, comme la bienveillance dans nos relations, la discrétion dans nos actions et le respect de la parole donnée. Je vous invite à nous faire partager vos remarques et observations afin que le numéro 2 soit encore meilleur.

Bonne lecture.

Didier Davitian
Délégué général



Directeur de la publication :
Didier Davitian

Rédaction : Nicolas Coissard,
Octavia Casas

Conception Impression :
Kojiprint

Imprimé sur papier recyclé

Dépôt légal : à parution

Réalisation : DA PARTNER

Contact :
contact@dapartner.fr



CHÂTEAU CATHERINE DE MONTGOLFIER

Route de Narbonne-Plage, D168

11100 ARMISSAN, FRANCE

contact@chateaucdm.com - 04 68 41 31 15

www.catherinedemontgolfier.com

Georges Cristiani, Maire de Mimet, est le Président de l'Union des Maires des Bouches-du-Rhône et évoque le rôle essentiel des maires dans toutes les transitions.

■ Les communes sont-elles au cœur de la transition ?

Georges Cristiani : En tant que socle de la proximité, la commune est un fabuleux observatoire des transitions. Le terme transition fait souvent écho à la transition écologique, une nécessité à laquelle tous les maires de France s'emploient, mais n'oublions pas, entre autres, les transitions numérique, démographique, sociale,... qui impliquent une transition démocratique. Et c'est là que réside le plus grand défi des maires !

Face à l'éloignement et au désintérêt des populations pour la Cité, il faut saluer les 35 000 mairies qui parviennent, malgré des cahiers des charges surchargés et des contraintes toujours plus nombreuses, à lutter contre la crise démocratique.

■ Le Maire est-il un équilibriste permanent ?

Georges Cristiani : S'adapter tout en étant garant du maintien de l'authenticité, du patrimoine, du quotidien et du cadre de vie, voilà la difficile équation à laquelle sont confrontés les maires. Dans un monde qui s'affole, où nos modèles et dynamiques se transforment, maintenir un équilibre est nécessaire. La transition ne doit pas être une



finalité dictée par des intérêts supranationaux déconnectés du quotidien des gens, mais elle doit être pensée et adaptée en fonction des réalités, besoins locaux. C'est alors au maire d'accompagner cette transition, tel un passeur, d'inventorier les évolutions nécessaires et les maintiens salutaires.

Le rôle du maire prend alors tout son sens. Cheville ouvrière entre le monde des idées politiques et de la vraie vie, c'est à lui de traduire au mieux, et souvent avec peu, les promesses et grandes annonces des dirigeants nationaux en réalisable communal.

Les communes existent depuis 1789, et je souhaite, dans l'intérêt des populations, que cette permanence résiste, afin de continuer à accompagner au mieux les transitions du XXI^e siècle.

Union des Maires des Bouches-du-Rhône
Hôtel du Département
52 avenue Saint-Just - 13004 Marseille

La transition doit être aussi juridique

Maitre Geneviève Maillet, avocat au Barreau de Marseille, ancien Bâtonnier de l'Ordre livre ses réflexions sur le droit et la transition écologique.

■ Quel peut être le rôle d'un avocat dans la transition écologique ?

Geneviève Maillet : Vous demandez à un avocat quelle action doit être menée pour une transition écologique. Quelle autre réponse peut-il donner que le droit ? Le droit est certes une solution mais elle dérange car elle est à la fois technique et floue. Il faut admettre que notre droit en France est à géométrie variable. On vote des lois qu'on n'applique pas.

Le parlement ne contrôle pas leur application réelle et efficace et l'organisation de la justice avec le double ordre de juridiction a toujours permis à l'administration et donc à l'exécutif de s'arranger avec le droit alors que l'on vise l'indépendance de la justice.

■ Qu'en est-il de la justice et de l'environnement ?

Geneviève Maillet : La faiblesse du nombre de magistrats au pôle santé environnement et le fort mouvement de turnover attestent de la volonté de réduire au strict minimum les risques pour les politiques d'être poursuivis dans le domaine de la santé publique. Or, l'efficacité des décisions de justice dans le domaine de l'environnement est avérée. Si le principe de non-régression du droit de l'environnement



a été affirmé, en revanche le Conseil d'État le tolère.

Comme le prônent les pionniers du droit de l'environnement, il est temps de revoir le rôle du Conseil d'État, Juge du gouvernement et donc en conflit d'intérêt. Une Cour Suprême devrait chapeauter les deux ordres de juridiction.

■ Transition écologique va de pair avec transition juridique ?

Geneviève Maillet : La lutte contre le réchauffement climatique passe donc par la transition juridique. De nombreux outils permettent de constituer pour nous tous un contre pouvoir suffisamment puissant pour que l'humanité consciente de sa responsabilité et des autres espèces puisse faire obstacle à la course suicidaire, grâce à la société civile décidée à répondre à l'inertie des États et à la domination des multinationales grâce au droit et à la recevabilité des actions judiciaires. Ainsi, on peut accélérer la transition écologique par l'axe de la protection de la santé.

Maitre Geneviève Maillet
69, rue Saint Ferréol - 13006 Marseille

Action

Pour une alimentation durable à Velaux

La commune de Velaux développe un PAEN depuis 2011, outil unique en PACA, sanctuarisant les terres agricoles et créant une instance de coopération entre le Département, la Métropole, la Chambre d'agriculture et la SAFER. Un des objectifs est de permettre l'installation de nouveaux maraîchers. De l'autre côté de la chaîne alimentaire, un projet alimentaire est co-construit par les acteurs de l'alimentation durable (cuisiniers, ATSEM, animateurs, enseignants...). "Il s'agit d'une aventure humaine pour laquelle nous bénéficions d'un accompagnement des "cuisines nourricières" via l'association Loubatas avec un financement de la DRAAF", explique Yannick Guerin, maire de Velaux. La prochaine étape est en cours pour encore augmenter les produits Bio et locaux dans les assiettes des enfants.

Environnement



Un plan arbre historique

"Depuis 2020, la Ville de Marseille s'est engagée dans des politiques publiques ambitieuses en faveur de la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre. Dans ce contexte et pour répondre à l'impératif d'une meilleure qualité de vie en ville, nous avons notamment lancé un plan arbre historique avec la plantation, sur les six années à venir, de 308 000 arbres et plants forestiers dont 8000 arbres adultes dans les parcs et jardins, les crèches, les écoles, les centres sociaux et les équipements sportifs. Une mesure qui permettra le retour de la nature et de la biodiversité en ville, la création d'îlots de fraîcheur, l'apaisement de l'espace".

Benoit Payan,
Maire de Marseille

Innovation

Moteurs Baudouin à la pointe... marine

Moteurs Baudouin, membre du Groupe Weichai, développe et commercialise dans plus de 100 pays des moteurs à destination des applications navales et terrestres, avec une croissance annuelle moyenne de plus de 40%, une part à l'export supérieure à 90%.

"Nous avons pu transformer cette entreprise historique de la région marseillaise en acteur majeur du marché de la motorisation marine et terrestre", avance Emmanuel Tellier-L'Hernault, Vice-Président, rappelant que Moteurs Baudouin ont été les premiers à lancer sur le marché naval mondial un moteur marin équipé d'un catalyseur SCR qui aujourd'hui est généralisé sur la majorité des nouvelles constructions. La commercialisation en Europe de moteurs industriels gaz, en partenariat avec la Société américaine PSI ou encore la solution Stage V, qui cumule SCR et filtre à particules ainsi que des systèmes hybrides, sont des exemples de cette transition qui va s'intensifier avec les nouvelles énergies que sont l'hydrogène ou l'électrique. "Autant de technologies que nous possédons aujourd'hui et que nous perfectionnons", reprend Emmanuel Tellier-L'Hernault.



Ecologie

Plantations avec Heart-link



L'association Heart-link.org présente lors de la journée d'action sur l'environnement à Marseille a offert au public présent 300 plants de valériane. Une vivace à replanter chez soi avec la conscience de l'importance de prendre soin du vivant. Par ce geste, l'association entend marquer son engagement quant à la conduite d'un projet visant à redonner vie aux espaces boisés en considérant les nouvelles données climatiques.

"Toute croissance économique doit impulser une progression sociale"

Le groupe La Varappe est présidé par Laurent Laïk dont le siège, à Aubagne, regroupe des entreprises d'insertion dans les domaines de l'environnement, de la santé, de l'éco construction...

■ Quel est le modèle de la Varappe pour l'inclusion ?

Laurent Laïk : Notre modèle a permis à plus de 100 000 personnes de retrouver le chemin de l'emploi. Cette réussite repose sur deux convictions fortes : l'importance du développement économique et du cadre de l'entreprise pour insérer durablement les personnes, et la conviction que personne n'est a priori inemployable.

Aujourd'hui, notre combat se tourne vers l'avenir pour faire passer ce modèle de la marge à la norme et faire de l'inclusion, la clé de performance des entreprises. Notre mot d'ordre : aller vers et développer le pouvoir d'agir du plus grand nombre.

■ Quels sont vos engagements ?

Laurent Laïk : En ce sens, nous ne nous contentons pas d'offrir quelques heures de travail, nous proposons dorénavant un accompagnement global afin de lutter contre les défis actuels tels que la mobilité, le logement ou les problèmes psychologiques et médicaux pour améliorer la qualité de vie de tous.

L'épanouissement et le développement personnel des collaborateurs doivent être au cœur de notre démarche, c'est pourquoi nous développons des projets en lien avec la culture, le sport et les vacances.

Pour accélérer ces transitions économiques et sociales, nous devons nous engager à :

- Changer les modalités d'approche en sourçant directement au cœur des quartiers et dans les lieux de vie.

- Imaginer l'accompagnement sans couture en créant des passerelles entre les structures dites classiques et les structures de l'économie sociale et solidaire.

- Former aux métiers de demain en favorisant la pratique et en mettant l'accent sur les compétences douces.

Toute croissance économique des entreprises et des territoires doivent impulser une progression sociale au profit des plus vulnérables. C'est ensemble que nous devons apporter des réponses déterminées et créatives dans un système où les ressources humaines et naturelles sont en périls.

La Varappe
216 Chem. du Charrel, 13400 Aubagne
www.lavarappe.fr



Agir pour le climat et accompagner les habitants

Unicil, filiale du Groupe Action Logement, est le premier producteur de logement social de la région Sud. Éric Pinatel, son Directeur général, en présente les initiatives.

■ Quel est l'importance d'Unicil en matière de logement en Provence ?

Éric Pinatel : Nous sommes pour la 5^e année consécutive, le 1^{er} producteur de logement social en Région Sud. Nous avons livré près de 3 000 logements ces 3 dernières années et nous en avons rénové tout autant. Avec nos plus de 30 000 logements, nous accompagnons plus de 65 000 locataires.

Nous sommes engagés sur tous les sujets qui relèvent de l'habitat, que ce soit en matière de renouvellement urbain, de lutte contre l'habitat indigne, de copropriétés dégradées, de redynamisation de villes moyennes (Action Cœur de Ville) ou encore de l'attractivité de communes rurales. Cette diversité d'interventions est notre marqueur qui nous permet de pouvoir accompagner toutes les communes, de toutes les tailles et quelques soient leurs problématiques.

■ La transition écologique est-elle au cœur des constructions et des réhabilitations ?

Éric Pinatel : En tant que leader régional sur la production de logement, il est de notre responsabilité d'agir pour la



protection de notre environnement. Nous cherchons à agir sur les trois leviers : l'exploitation des bâtiments, les émissions à la construction, les émissions de la réhabilitation. Notre engagement est d'anticiper et d'aller au-delà des réglementations. En 2022, toute notre production réalisée en maîtrise d'ouvrage répond dès à présent aux obligations 2025 de la RE 2020. Sur notre parc constitué à 86% de logements en étiquettes A, B ou C, nous visons l'éradication des derniers logements en étiquettes F et G, avec un démarrage des travaux avant le 31 décembre 2023 et des

étiquettes D et E d'ici 2030. Avec 753 chantiers lancés en 2022, nous poursuivons un rythme intense de réhabilitation de notre parc.

Notre engagement consiste également à accompagner nos locataires dans la sobriété énergétique.

Unicil
20 Boulevard Paul Peytral - 13006 Marseille
www.unicil.fr

Projet

Recharge des véhicules électriques, la solution Enedis

45 % des français résident en immeuble et plus de 80% des recharges de véhicules électriques se font au domicile. Le constat est sans appel pour réussir l'essor de la mobilité électrique : il faut collectivement fluidifier les installations d'infrastructures de recharge de véhicules électriques dans les immeubles d'habitation. C'est ce que propose Enedis quelle que soit la solution retenue par les copropriétaires, en honorant les demandes de raccordement des opérateurs de recharge privés ou en réalisant le réseau électrique automobile avec l'installation d'un compteur électrique sur chaque place de parking. Ce réseau électrique automobile bénéficiera de la possibilité d'un préfinancement prévu par la loi Climat et résilience : seuls les copropriétaires souhaitant un compteur paieront leur installation, les autres pourront le demander à n'importe quel moment pendant 20 ans. C'est au total pas moins de 250 000 immeubles d'habitation qui sont à équiper d'ici à 2035.

Action



La cohésion sociale est essentielle

"Au cœur des missions du Département des Bouches-du-Rhône, la question de la cohésion sociale est essentielle dans un territoire qui présente de fortes inégalités. Nous imaginons de nouvelles solutions pour permettre à chacun de trouver sa place dans notre société et nous avons déjà engagé une véritable transition avec des innovations sociales pour les aidants, l'aide alimentaire, l'aide à la vie quotidienne des personnes âgées ou encore la lutte contre les violences faites aux femmes. Aujourd'hui, nous ouvrons une nouvelle page de cette démarche responsable en expérimentant d'autres formes d'actions pour le vivre-ensemble, qu'il s'agisse de lutte contre la précarité, de citoyenneté ou d'inclusion et d'accessibilité des personnes en situation de handicap.

Notre engagement pour la transition sociale s'inscrit dans une stratégie de développement durable englobant les transitions environnementales, sanitaires, technologiques ou énergétiques dans l'ensemble de nos politiques publiques".

Martine Vassal,
Présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône,
Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Innovation

Martigues : le Campus des innovations

La Ville de Martigues ambitionne de démocratiser l'accès à un numérique éthique et citoyen. "C'est dans ce cadre que nous agissons afin de réduire la fracture numérique qui peut impacter nos concitoyens, tout en créant les conditions pour que chacune et chacun puisse se former aux outils modernes. Le Campus des innovations, qui ouvrira prochainement ses portes, a été pensé pour remplir ces objectifs. Composé d'un espace public numérique, d'un atelier de fabrication numérique (FabLab) avec imprimante 3D, d'un espace partagé où il sera possible de réparer soi-même ses objets connectés, notre futur campus proposera également des formations qualifiantes dans le domaine du numérique", développe Gaby Charroux, maire de Martigues.



Economie Sociale et Solidaire

Le salon de l'économie d'avenir par la CRESS

Pour que la transition écologique soit aussi une économie d'avenir, la Chambre Régionale de l'ESS Provence-Alpes-Côte d'Azur a créé le Salon ESS Sud en 2014. Né sous le nom de "SO EKO", ce rendez-vous professionnel était initialement le Salon des achats responsables. Organisé tous les deux ans au mois de novembre – à une exception près lors de la crise sanitaire –, il est devenu le Salon de l'économie d'avenir. Et pour cause : l'enjeu du salon est désormais bien plus large vu l'épuisement des ressources, la hausse du prix des matières premières, la crise sociale ou encore la quête de sens.

François Debelle est le Directeur régional d'Adoma, spécialisée dans le logement accompagné et l'hébergement des populations en difficulté, notamment les travailleurs, migrants ou non, et les personnes en situation de précarité.

■ Adoma est d'abord un professionnel du logement social ?

François Debelle : L'objectif principal d'Adoma est de proposer un logement temporaire et adapté aux besoins spécifiques de tous les travailleurs et personnes en difficulté sociale en leur offrant un cadre de vie décent et en les soutenant dans leur insertion sociale et professionnelle. Les 330 résidences d'Adoma sont souvent des lieux de vie collectifs, offrant des services tels que la maintenance courante des logements, la fourniture et le blanchissage de linge de maison, l'accès à des activités culturelles et sportives, ainsi que des actions d'accompagnement social.

■ Vous avez lancé un plan de rénovation de toutes vos résidences ?

François Debelle : En 2012, Adoma a pris la décision de transformer l'ensemble de ses foyers en résidences sociales de droit commun. L'évolution essentielle en termes d'habitat consiste à supprimer les petits logements (souvent de simples chambres) ainsi que tous les équipements



sanitaires et de cuisine qui sont actuellement partagés entre les résidents et cela au profit de studios dûment équipés. Ce projet représente un investissement total de près de 4,5 milliards d'euros à l'horizon de 2030.

■ Un exemple de transformation ?

François Debelle : La résidence Vieille Chapelle à Marseille, mise en service pendant l'été 2020, a pris la suite de l'ancien FTM. Les résidents ont apprécié le changement global du site. Si on y regarde de plus près, on peut caractériser cette évolution. Dorénavant,

chaque résident dispose d'un espace privé de 20 m² en moyenne contre 12m² auparavant, soit +66%.

Les équipes d'Adoma et ses partenaires partagent une vraie satisfaction, voire une forme de fierté, de participer à cette transformation profonde qui, certes, ne fait pas de bruit et passe quasi-inaperçue dans les médias mais qui est une véritable mutation socio-immobilière.

Adoma

2, rue Henri Barbusse 13001 Marseille
www.adoma.cdc-habitat.fr

“Le handicap ne peut pas être un handicap”

Pierre Martin est le Président de l'association R.I.C.H.E.B.O.I.S. Cette association est gestionnaire d'établissements dont le but est d'accompagner des personnes reconnues, par les MDPH, travailleurs handicapés, pour la réalisation de leur projet d'inclusion socio-professionnelle dans le milieu ordinaire de travail et plus largement au sein de la société.



■ Présentez-nous l'ESRP Richebois.

Pierre Martin : Depuis 1963, notre association gère l'ESRP Richebois, à Marseille, établissement médico-social spécialisé dans l'inclusion socio-professionnelle des personnes en situation d'handicap.

Nous disposons de 152 places (90 internes / 62 externes). Notre financement est attribué par l'ARS, notre public nous est adressé par les MDPH, le Conseil Régional rémunère nos usagers.

■ En quoi l'inclusion sociale des handicapés joue un rôle dans la transition sociale ?

Pierre Martin : Parce qu'il ne peut y avoir de transition écologique sans transition économique et sans transition sociale. Parce qu'il ne peut y avoir de transition sociale sans que nos différences, origines, genres, religions, handicaps..., harmonisées, enrichissent notre contrat social. Parce qu'un contrat social doit donner à tous l'opportunité d'y adhérer, parce que notre société, par ses différences, est telle un diamant dont le handicap constitue l'une des facettes. Dans son domaine, l'ESRP Richebois œuvre pour la transition sociale en proposant des parcours d'accompagnement individualisé, sous suivi médico-psychologique, afin que son

(sa) bénéficiaire puisse (re)découvrir les potentiels de sa personnalité, puisse acquérir de nouveaux savoir-être et savoir-faire, puisse s'épanouir dans le "vivre ensemble" comme dans "le milieu ordinaire" de travail, et puisse, *in fine*, participer aux évolutions actuelles et futures de notre société.

Ainsi que le disait S. Hawking : "Le handicap ne peut pas être un handicap". Tel est le but de l'ESRP Richebois. Tel doit être le but de la transition de notre monde qui doit tendre à ce que nous soyons, dans le respect des différences de chacun, tous unis.

E.S.R.P. Richebois
80, impasse Richebois
13016 Marseille - 04 91 09 48 00
www.centre-richebois.com

Projet

Une giga-usine à Fos sur Mer

La Start Up Carbon, fondée à Lyon, a présenté son projet de création d'usine de fabrication de cellules et de panneaux photovoltaïques sur 60 hectares, à Fos sur Mer, sur des terrains du Port Autonome Marseille-Fos. Carbon entend produire à grande échelle les composants entrant dans la fabrication de plaquettes de silicium et de cellules et modules photovoltaïques et promet ainsi de "rivaliser dans un marché largement dominé par les Chinois".

Action



Sud entreprises, 100 % vert

"Région pilote de la transition écologique, la Région Sud a voté en 2023 le premier budget "100 % vert" d'Europe : chaque centime d'euro engagé par notre Région est soumis à des critères climat adaptés à toutes nos compétences ! Nous avons fait le choix de placer l'écologie au service de l'économie. Notre nouvelle stratégie d'aide aux entreprises, "Sud entreprises", prend donc le tournant "100 % vert", avec pour objectifs de préserver l'environnement tout en accompagnant les entrepreneurs dans la transition écologique".

Renaud Muselier
Président de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur
Président délégué de Régions de France

Innovation

Lancement du "Lab industriel Fos Berre"

Le préfet de Région, Christophe Mirmand, a lancé le premier Laboratoire territorial Industrie Fos Berre. Cette structure réunit les services de l'Etat, les représentants de 21 communes, les acteurs industriels, mais aussi des associations et des citoyens. L'objectif est à la fois de faire comprendre l'histoire, le présent et l'avenir du tissu industriel, de définir une ligne d'horizon à 2040 et d'accompagner l'émergence de nouveaux projets.



Innovation

#FrenchTech, le label

L'association La French Tech Aix-Marseille Région Sud, qui regroupe désormais plus de 600 entreprises du territoire, vient récemment de voir son label #FrenchTech être renouvelé, pour trois nouvelles années.

7500

Le nombre de bornes de charge de véhicules électriques que la Métropole Aix-Marseille Provence prévoit de déployer à l'horizon 2025. 3000 de ces bornes devraient être installées dans la ville de Marseille.



Marseille dans la Mission des 100 villes européennes décarbonées

Fabien Pérez, avocat, conseiller municipal de la ville de Marseille en charge des fonds européens et président du groupe Ecolo-giste, est en charge de la Mission des 100 villes décarbonées. Cette mission a ciblé l'accompagnement des ménages marseillais dans la rénovation énergétique et notamment l'habitat privé dégradé dans le but de réduire la consommation d'énergie et les émissions carbone. Il s'agit d'améliorer les conditions de vie, la

facture énergétique des revenus modestes et la qualité architecturale des bâtiments avec le concours de l'ANRU.

"L'un des points phares de la Mission est de développer les réseaux de chaleur et de froid à travers trois sites pilotes pour le lancement d'une étude de faisabilité de projet d'extension et de passage aux énergies renouvelables, notamment la Résidence La Rose le Clos, l'Hôpital La Timone et la Résidence Bel Air à Marseille", souligne Fabien Pérez avec l'objectif de faire évoluer 90% du parc de logements marseillais vers le niveau de performance BBC.

Perspective

Denis Philippe, Président de la CRESS Provence-Alpes-Côte d'Azur met en avant l'impact des achats responsables.



■ Les ASER sont-ils l'avenir ?

Denis Philippe : Il est aujourd'hui essentiel d'adopter une politique d'achats responsables. Nous avons décidé, avec les élus qui m'accompagnent à la Chambre Régionale des entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire (CRESS Sud), d'agir pour informer et outiller efficacement les acheteurs publics ou privés à mieux appréhender les achats socialement et écologiquement responsables (ASER). Les achats responsables sont en effet au cœur des préoccupations de nos entreprises. Adopter une dé-

marche d'achats responsables permet aux entreprises d'intégrer une politique RSE à leurs achats tout en respectant les enjeux sociétaux actuels.

■ Les Nations Unies viennent de reconnaître l'économie sociale et solidaire.

Denis Philippe : En effet, je salue la toute récente résolution de l'assemblée générale des Nations Unies qui vise une reconnaissance internationale de l'économie sociale et solidaire, considérant que l'ESS peut contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) par l'innovation sociale et inclusive.

Les achats responsables abordent une dimension sociétale, en optant pour des produits et services qui respectent les droits de l'Homme et ses conditions de travail, tout en favorisant le développement de l'économie

locale. La Semaine ASER, événement qui s'est déroulé cette année du 22 au 26 mai, a pour but de favoriser les rencontres et l'interconnaissance entre les entrepreneurs de l'ESS et les acheteurs publics, donneurs d'ordre et autres, autour de thématiques d'actualité ou de stratégies d'achats : RSE, clauses sociales ou environnementales, innovations sociales, sourcing... Face aux défis climatiques et sociaux, les entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS) jouent un rôle majeur. Mais elles ne pourront remporter ces défis qu'avec les autres acteurs économiques engagés, à savoir les entreprises conscientes de leur responsabilité sociétale et les institutions publiques.

CRESS
Provence-Alpes-Côte d'Azur
2 Place Felix Baret 13006 Marseille
www.cresspaca.org

Enedis : Anticipation et planification écologique

Jacques Nicoli a été nommé Directeur régional d'Enedis Provence-Alpes du Sud récemment. Il explique les enjeux à venir.

■ La décarbonation est-elle un enjeu majeur pour l'industrie ?

Jacques Nicoli : Enedis, gestionnaire du réseau public de la distribution d'électricité, a intégré le projet SYRIUS de réindustrialisation et de décarbonation de l'industrie, en particulier sur le périmètre du bassin de Fos et de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Ce projet, porté par l'association PICTO, lauréat de l'Appel à Projets "zones Industrielles Bas Carbone" (France 2030) de l'ADEME, prévoit notamment de baisser de 50% les émissions sur les dix prochaines années.

En coordination avec l'Etat, la Région Sud, les collectivités et RTE, Enedis contribuera activement à l'anticipation et à la planification des réseaux électriques pour être au rendez-vous du protocole d'expérimentation signé en septembre 2022.

■ Quels seront les besoins de puissance électrique ?

Jacques Nicoli : Les besoins des industriels sont estimés entre 5 et 6 GW, soit l'équivalent de la consommation ac-



tuelle de la Région Sud. Si les plus "gros" industriels seront raccordés au réseau de transport, l'ensemble des autres industriels, les PME, ainsi que les futures infrastructures d'hydrogène, de CO2, et du cycle de l'eau, seront connectés au réseau de distribution d'électricité d'Enedis : un enjeu majeur pour l'industrie et pour notre entreprise.

Pour contribuer à l'accompagnement du projet SYRIUS, Enedis participera également aux travaux du labora-

toire Industriel de Fos-Berre et à son Comité Scientifique, ainsi qu'à ceux du futur Comité Régional de l'Énergie.

Direction Régionale Provence Alpes du Sud
445 Rue André Ampère
13100 Aix-en-Provence - Enedis.fr

Social

Les "invisibles", un défi

L'Etat, grâce au plan d'investissement dans les compétences, a lancé le programme en faveur des jeunes, dit "Les invisibles". Ce sont trois actions s'appuyant sur des consortiums : "L'équipe mobile" couvrant 58 communes de l'ouest du département, la MDA Nord, CCAS, missions locales, SOLIHA, "You go girls" porté par Evolio associant le MUCEM, le parc des Calanques notamment pour Marseille et Aubagne et, enfin, "l'Accélérateur" grâce à PROMAN, Sport dans la Ville, Nés et Cité. Ensemble, les acteurs locaux ont relevé le défi collectif de repérer, remobiliser plus de 520 jeunes de moins de 26 ans ayant perdu confiance en eux et en la République.

Mobilité

Marseille veut jouer la carte du vélo

Sur le plan de la mobilité, la ville de Marseille joue la carte du deux roues afin que la part modale du vélo soit développée et qu'elle passe de 1 % aujourd'hui à 12 % en 2030.

A cette échéance, 1130 kilomètres de pistes cyclables supplémentaires sont attendus.

Action



"L'Étincelle" à Venelles

Plus grand équipement public communal construit à Venelles depuis 40 ans, le pôle culturel a été inauguré le 1^{er} avril 2023 à l'issue de 7 années de travail. Il s'agit d'un lieu à la mesure de l'élan culturel de Venelles et dimensionné pour la très forte fréquentation observée jusqu'alors, que ce soit à la salle des fêtes ou à la bibliothèque. Le site, d'architecture contemporaine et intégrant deux patios et un jardin urbain, accueille désormais du spectacle vivant de tous horizons culturels au sein de deux salles de 100 et 350 places assises aux gradins rétractables. La nouvelle médiathèque y est aménagée comme un lieu très convivial de partage et d'animations tout public axées notamment sur le développement durable. Pensée comme un lieu de vie pour tous les acteurs locaux, professionnels et privés, l'Étincelle est ouverte également aux étudiants, aux musiciens et aux actifs. L'Étincelle est le projet phare du mandat d'Arnaud Mercier, le maire, pour un investissement de 9 millions d'euros, co-financé par l'État, la Métropole AMP et le Département 13 à plus de 76 %.

Action

1 million d'heures pour l'environnement

La Varappe est historiquement très impliquée dans l'accompagnement de la transition écologique sur les territoires. Pour ses partenaires publics ou privés, les filiales spécialisées du groupe basé à Aubagne et intervenant dans le sud de la France réalisent plus d'un million d'heures de travail sur les métiers de l'environnement : recyclage, aménagement et entretien d'espaces verts, collecte de déchets, sensibilisation, réemploi...

Agriculture

Une Régie Agricole pour Plan de Cuques

Sur un terrain de 1,6 hectares, où était prévu un énergivore complexe aquatique, la Ville de Plan de Cuques va réaliser une Régie Agricole Municipale. Une Régie Agricole Municipale ? C'est un espace dédié à la production de légumes, peut-être aussi de fruits, destinés à alimenter les cantines scolaires et le restaurant des anciens. C'est également un projet qui vise à l'éducation et à la pédagogie sur la qualité alimentaire, qui s'inscrit dans le Plan Alimentaire Territorial porté par la Métropole et qui fait un pont avec la longue histoire paysanne de la commune.

"A travers ce projet, la Ville de Plan de Cuques poursuit sa transition écologique en valorisant son patrimoine naturel et en promouvant des actions éco-vertueuses : installation de ruches sur des parcelles municipales, reboisement de la forêt communale, éco-pâturage, création de jardins familiaux, création d'un 3^e parc public, renaturation des berges du Jarret ", met en exergue le maire, Laurent Simon car pour lui, "une ville du bien-vivre est aussi une ville-nature !"



“Au service de l'intérêt général”

La Banque des Territoires accompagne les transitions économiques, environnementales, sociales du territoire. Alexis Rouque, son Directeur régional, en présente les actions et les chiffres.

■ Quel est l'objectif de la Banque des Territoires ?

Alexis Rouque : Nos activités de prêteur et d'investisseur sont des leviers essentiels pour accompagner les transformations de notre territoire. Pour les collectivités locales, les organismes HLM, les Sociétés d'Economie Mixte..., nous apportons des conseils et des financements. Nous déployons les grands programmes nationaux, comme Action Cœur de Ville, Petites Villes de Demain ou encore France 2030. Nous intervenons dans tous les domaines qui accompagnent les transformations que ce soit dans la production d'énergie, dans l'économie sociale et solidaire, les aménagements urbains, le tourisme...

De plus, la Banque des Territoires cofinance les études stratégiques aux côtés des collectivités afin que celles-ci puissent développer leurs projets de cohésion territoriale.



■ La Banque des Territoires en quelques chiffres ?

Alexis Rouque : En 2022, la Banque des Territoires a accordé 885 M€ de prêts en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Dont 728 M€ aux opérateurs de logement social, pour financer 6 527 logements neufs et 1710 logements réhabilités ; 67 M€ au secteur public local, pour financer les projets de 37 collectivités locales ; 75 M€ au secteur médico-social, en particulier à destination des maisons de retraites, des hôpitaux, des résidences étudiantes... et 15 M€ pour les projets urbains. La Banque des Territoires a investi 100 M € en fonds propres dans 26 projets.

Banque des Territoires (Groupe Caisse des Dépôts)
Immeuble les Docks
10, place de la Joliette -13002 Marseille
Banquedesterritoires.fr

11

Construire un avenir énergétique ensemble

Frédéric Busin, Directeur Action Régionale EDF Provence Alpes Côte d'Azur évoque la situation de la crise énergétique et les actions d'EDF.

■ Dans la crise énergétique actuelle, quelle est la marge de manœuvre d'EDF ?

Frédéric Busin : La hausse récente des prix de l'électricité est due aux mécanismes des prix de gros du marché européen qui font que le prix du kWh est fixé en fonction de la dernière centrale appelée sur le réseau pour répondre aux pics de demande d'électricité. Or, ces ultimes moyens de production fonctionnent pour la plupart au gaz, dont le cours a connu la flambée que l'on sait.

Outre la mise en œuvre des mesures gouvernementales, la principale action d'EDF envers ses clients reste une démarche de conseil adapté, pour les aider à réduire leur facture par la maîtrise de leur consommation et des initiatives produisant des économies d'énergie.

EDF a aussi utilisé son rang de premier électricien européen pour plaider en faveur d'un marché de l'électricité plus protecteur pour les consommateurs. Le 14 mars dernier, la Commission européenne a publié une proposition de réforme du marché de l'électricité de l'Union européenne qui va dans ce sens.



■ Comment la transition énergétique va-t-elle se matérialiser ?

Frédéric Busin : En France, la transition énergétique vise la décarbonation de notre économie à l'horizon 2050 et doit se matérialiser par trois grandes orientations indissociables : Réduire de moitié nos consommations énergétiques globales. Baisser drastiquement le recours aux énergies fossiles et leur consommation associée. Électrifier massivement nos usages, par le bénéfice d'une électricité française fortement décarbonée, grâce au nucléaire et aux énergies renouvelables.

■ EDF investit-il beaucoup dans le renouvelable ? Un exemple ?

Frédéric Busin : EDF est un des principaux acteurs du développement des énergies renouvelables. Dans notre région, EDF va cette année doubler la taille de son parc de centrales solaires photovoltaïques et mettre en service deux innovations majeures : la ferme pilote de Provence Grand Large avec ses trois éoliennes flottantes (24MW) au large de Fos sur Mer, et le parc photovoltaïque flottant (20MW) sur le réservoir de la retenue hydroélectrique de Lazer (Hautes-Alpes).

EDF
22-30 avenue de Wagram, 75008 Paris
www.edf.fr/groupe-edf

Ces femmes maires ont la fibre des transitions

Les élus seront, certainement, les fers de lance de la transition. Parce que leur rôle, à l'échelon de la commune, est à la fois une valeur d'exemple et d'efficacité. Pour ce premier dossier du magazine T&T, nous donnons la parole aux femmes maires des Bouches-du-Rhône, car elles incarnent cette transition sociétale et politique.

12 A **Aix-en-Provence**, la présence des femmes comme maires de la seconde ville du département est aussi une histoire familiale. Celle de l'engagement de Maryse Joissains-Massini jusqu'à l'avènement de Sophie Joissains en septembre 2021, développant la même philosophie. Celle de faire rayonner Aix-en-Provence en étant à la pointe des aménagements, en s'appuyant sur un urbanisme réfléchi, en développant l'art de vivre à l'aixoise et en portant une réflexion sur les enjeux de demain. Les exemples sont nombreux, mais celui de l'anticipation de la place du véhicule et des modes de déplacement dans le centre-ville, ou plus globalement, le maintien de l'attractivité du centre-ville, les liens avec les nouveaux quartiers, le développement de zones d'entreprises tournées vers la high-tech, montrent qu'Aix-en-Provence est une ville en avance. "Réussir les transitions à l'échelle de la ville d'Aix-en-Provence exige de transformer en profondeur nos habitudes sans briser les dynamiques qui fondent aussi notre avenir. Il s'agit de construire une ville de solutions et du bien vivre à laquelle peut notamment concourir l'idée de la

ville du quart d'heure autour de nouvelles centralités, d'espaces de convivialité, d'équipements de proximité, de commerces, de crèches, d'écoles... Cela suppose d'agir en proximité pour permettre aux habitants de se loger, de se soigner, de travailler, de se divertir et de se déplacer en réduisant l'empreinte carbone et de veiller à contenir à la fois étalement et empiement urbain", met en perspective Sophie Joissains, maire d'Aix-en-Provence.

Côté transition, les communes affichent leur ambition. Pour exemple, à **Lançon-Provence**, le maire Julie Arias, a lancé de nombreux investissements. "Pour les 3 ou 4 années à venir, beaucoup de transformations structurantes viendront donner un nouveau souffle, dit-elle en déroulant : les voiries refaites pour une circulation apaisée, création de pistes de mobilité douce, le centre du village réaménagé, avec les murs de notre ancienne cave coopérative des halles composées d'échoppes, une belle et grande brasserie et, à l'étage, notaire et avocat se partageront les lieux". Et côté vert, Lançon-Provence a concocté un plan où "nous plantons, semons, réaména-

geons des espaces, auparavant bétonnés, en vue d'y apporter fraîcheur et verdure", reprend Julie Arias qui mène également un "combat acharné", contre la loi SRU et son article 55 qui "met à mal notre projet global d'aménagement ainsi que l'équilibre de notre commune."

Sur les rives de la Durance, **Mallemort** affiche des ambitions où la transition écologique et sociétale est au cœur de l'action d'Hélène Gente-Ceaglio. "Être élue maire est une responsabilité importante que l'on soit homme ou femme. Nos différences sont complémentaires, mais il est vrai que l'on peut assez facilement constater que la touche féminine est repérable sur certains projets. Les projets et leur réalisation sont aussi issus de rencontres, cela a été le cas pour notre Programme Alimentaire Territorial", illustre Hélène Gente-Ceaglio. Depuis 2018, ce programme a lancé des formations pour le personnel, des ateliers ouverts aux parents, des repas à thème pour les enfants. Côté scène, les menus ont évolué, intégrant plus de variété alimentaire, mais également dans leur quantité afin d'éviter le gaspillage.



Des composteurs gérés par les élèves ont été installés près des réfectoires, des pesées des déchets ont été réalisées afin de suivre les consommations. Côté coulisses, le personnel de la cuisine centrale a totalement changé sa manière de travailler, les manipulations, la préparation étant de fait plus longue, une nouvelle organisation a été trouvée, le tout avec la totale adhésion.

Dans un autre contexte, à **Rognac**, Sylvie Miceli-Houdais a été élue en 2021 : *"Maire c'est le mandat de proximité, du contact, de l'action concrète, des réalisations qui se voient et surtout qui se touchent"*. Par ailleurs co-présidente du groupe sport de l'Association des Maires de France (AMF) et membre du Conseil d'administration de l'Association Nationale du Sport (ANS), elle met le sport au cœur de l'action éducative. *"A l'aube des Jeux Olympiques, nous avons le devoir de promouvoir la valorisation de la diversité : le sport transcende les barrières culturelles, ethniques et sociales. Il rassemble les jeunes de différentes origines et favorise la tolérance, le respect et la compréhension mutuelle. Le sport offre une plateforme pour célébrer la diversité et promouvoir l'inclusion, en encourageant les jeunes à interagir avec des personnes qui ont des perspectives différentes des leurs"*, indique Sylvie Miceli-Houdais qui place ainsi le sport comme un levier pour relever les défis d'aujourd'hui. *"Le sport favorise le développement physique, mental et social, enseigne des valeurs importantes et offre des opportunités d'interaction et d'apprentissage. Il est donc essentiel de soutenir et de promouvoir la pratique sportive chez les jeunes pour leur épanouissement global"*, conclut-elle.

Cette vision, les élues la partage souvent. A chaque commune ses besoins. A chaque village ses contraintes et ses spécificités. A **Auriol**, Véronique Miquelly, élue en 2020, est consciente des enjeux. La commune s'efforce de relancer l'agriculture avec des initiatives concrètes. La mise à disposition d'un terrain pour lancer de nouveaux agriculteurs et cultures, renforcer les liens producteurs et consommateurs avec la mise en place d'une légumerie pour la cuisine centrale, la création de nouvelles

formations avec le lycée agricole Valabre vise à maintenir et développer une filière indispensable et s'inscrit dans une démarche de "circuits-courts". *"Le succès de notre économie locale, souligne Véronique Miquelly, passe aussi par le développement de l'artisanat et du commerce de proximité au travers d'un processus de redynamisation"*.

La redynamisation de l'économie locale est également un enjeu de cette transition. Entre le e-commerce et la proximité, les maires affichent leur préférence. Au **Paradou**, Pascale Licari a été très active : *"Depuis 2014, le renouveau du cadre de vie dans le village est ma plus grande priorité. Nous avons, avec mon équipe, transformé petit à petit la qualité de vie au Paradou"*, se réjouit-elle en expliquant les actions entreprises : *"le cœur du village a été entièrement repensé et redynamisé grâce à des aménagements urbains et, la création de cheminements piétons arborés et fleuris facilitant l'accès au village. Des acquisitions foncières et des aménagements de locaux ont permis la création de quatre nouveaux commerces, la mise en gestion d'un bistrot de village convivial, la réinstallation d'un marché hebdomadaire, et l'avènement prochain d'une Maison de santé et d'une salle polyvalente entièrement rénovée"*. Des aménagements intégrés redonnant vie au village dans le respect de l'environnement exceptionnel du Parc Naturel des Alpilles.

Au versant nord des Alpilles, à **Eygalières**, le choix d'un urbanisme très maîtrisé n'empêche pas la commune de vouloir s'épanouir par la culture. Pour le maire, Anne Pélissier, *"la culture met un trait d'union entre les autres et soi-même. Une commune doit avoir dans ses différents objectifs le souci de permettre, de donner la possibilité de s'ouvrir sur des univers différents et nouveaux : artistique, historique, scientifique, technique. La culture favorise l'éveil aux richesses que chaque milieu, chaque individu possède. Elle est favorable à l'innovation, on peut dire que c'est une fabuleuse émulation. Elle est aussi le moyen de préserver le sentiment d'appartenance à une collectivité"*.



Bien entendu, selon sa taille, sa géographie et sa configuration, chaque commune connaît des évolutions différentes. A **Saint-Estève Janson**, commune de 388 habitants, Martine Cesari met beaucoup d'énergie pour recréer de la vie. Après une première étape de rénovation du centre du village, voilà un nouveau projet : la création de logements est en cours dans un bâtiment historique ayant appartenu au marquis de Janson, avec des loyers attractifs. *"Nous espérons également sur un terrain joutant l'hôtel de ville, créer des commerces, un espace médical ou une crèche dans les années futures. Ainsi, aux portes d'Aix, Saint-Estève Janson veut recréer de la vie : c'est un besoin"*, conclut le maire.

Bien entendu, à l'heure des crises énergétiques, toutes les communes mettent l'accent sur les économies d'énergie. Pour exemple, à **Ver-nègues**, Anne Reybaud, la maire, malgré un budget communal contraint, a décidé de lancer un audit dans le cadre du Fonds Vert, sur l'ensemble des bâtiments communaux pour définir les actions à mettre en œuvre pour réduire la facture énergétique, la commune avait déjà réalisé de substantielles économies en réduisant les plages d'horaires de l'éclairage public, en stoppant le chauffage pendant les vacances scolaires... évitant ainsi de se faire submerger par la facture électrique.

Il y aussi ces villages débordés par les flux touristiques. Pour Anne Poniatowski, maire des **Baux-de-Provence**, l'unique Plus Beau Village de France des Bouches-du-Rhône, la transition à venir est celle du slow tourisme. De 320 habitants à l'année, le village classé Site Patrimoine Remarquable reçoit entre 1,5 et 2 millions de visiteurs par an. Si Anne Poniatowski, le maire, se réjouit des règles environnementales, de la loi Malraux à la directive paysage en passant par celles de Natura 2000 et du Parc Natural Régional des Alpilles, parce qu'elles ont su préserver le patrimoine exceptionnel, ces dernières sont aussi des freins pour des projets d'aménagements devenus indispensables pour gérer cet afflux de visiteurs.

"Nous posons les premières pierres pour trouver des solutions équilibrées et pérennes pour les années à venir", précise-t-elle. Une étude de stationnement, la création de cheminements piétons en sont les premières initiatives pour à la fois préserver le paysage et le patrimoine du village, et améliorer la qualité des visites.

Ce flux touristique important est aussi une équation que Daniëlle Millon, maire de **Cassis**, prend en compte en initiant un projet d'espace logistique en vue d'optimiser et rationaliser les flux de livraisons en volume et en distance sur son territoire. *"Ce projet s'inscrit dans la volonté de la Région Sud de réinventer l'organisation de la logistique afin qu'elle soit plus agile mais aussi plus résiliente, sobre et respectueuse de l'environnement et du climat"*, explique le Maire. Ce projet d'espace logis-



tique de la commune devra permettre du cross-docking mais également du stockage et de la préparation de la commande.

A l'embouchure du Rhône, Christelle Aillet, maire des **Saintes-Marie de la Mer**, est au cœur de l'écosystème de la Camargue.

"La transition écologique est un combat de tous les jours. Nous accueillons dans le village plus d'un million de touristes par an, où le bien vivre des habitants est une priorité, où traditions provençales, camarguaises et ancestrales comme les Pèlerinages sont omniprésentes, où le cheval, le taureau et le flamant sont rois. Ensemble, nous œuvrons à cette transition, par le développement du tourisme vert et du photovoltaïque, la rénovation énergétique des bâtiments communaux mais aussi la rénovation de l'ensemble de l'éclairage public, tout en préservant ce territoire unique et son écosystème", explique Christelle Aillet.

Ainsi, les femmes maires sont dans la réflexion et l'action. Avec, autre exemple de cette transition, la participa-

tion concrète des citoyens à l'action publique. A **Cabriès Calas**, la maire, Amapola Ventron a, pour sa part, accueilli avec joie la création du premier fonds de dotation territorial qui permet d'associer toutes celles et ceux qui souhaitent participer à la valorisation et à la protection du patrimoine de la commune au travers de la culture, du tourisme, du respect de l'environnement et du bien-être de ses habitants. "J'ai initié ce fonds de dotation intitulé "Ambition Cabriès" dans cet esprit de gouvernance horizontale et partagée, avec notamment un volet

nommé "Un patrimoine et des hommes". Chacun peut, à sa manière, selon ses envies, participer et façonner son environnement, qu'il soit historique, environnemental ou culturel", détaille Amapola Ventron. Et de conclure : "Ce 21^e siècle doit positionner le citoyen au centre de son environnement afin de préserver son périmètre de vie, son patrimoine, et le transmettre aux générations futures".

Etre une femme maire est-elle une différence, un atout ?

Réponse avec Corinne Chabaud, maire de Mollégès et présidente de la communauté d'agglomération terre de Provence :

"Être une femme est pour moi un atout qui marque une envie de changement et de modernité, dans un environnement très masculin. Seule femme Maire de l'agglomération Terre de Provence, je suis vite identifiée ! Mais au-delà de cela, ce qui compte avant tout, c'est l'engagement politique et les valeurs que nous portons sur notre territoire. Quand je parle avec mes collègues maires, il n'y a ni homme ni femme, mais simplement des personnes qui œuvrent pour la vie de leur village".

ENGIE et les démarches citoyennes

Ludovic Parisot, Directeur régional Sud Corse Monaco, explique la volonté d'ENGIE d'être un partenaire des démarches citoyennes notamment avec la Fondation ENGIE.

■ Quel est le rayonnement d'ENGIE en région Sud ?

Ludovic Parisot : Le Groupe ENGIE est présent en région Sud sur ses trois grands secteurs d'activité, à savoir la fourniture d'énergie, la transition énergétique et la production d'énergies renouvelables. Avec près de 3 500 collaborateurs répartis sur le territoire, ENGIE contribue à l'économie locale en faisant travailler plus de 800 entreprises. La Fondation ENGIE soutient par ailleurs les démarches citoyennes des territoire sur trois grands sujets : enfance et jeunesse, accès à l'énergie, biodiversité et climat, emploi et lutte contre la pauvreté.

■ Pourquoi avez-vous fait de la mixité et l'égalité homme-femme une démarche active au sein de votre groupe ?

Ludovic Parisot : La Fondation ENGIE a la conviction que le rôle des femmes est essentiel pour contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire. Les grands domaines d'action sont l'éducation, et notamment celle des jeunes filles, l'accès de toutes et tous à l'énergie, la biodiversité et la lutte contre le changement climatique ainsi que l'insertion,



tion, l'emploi et la lutte contre la pauvreté. Les projets soutenus ont pour exigence le renforcement du leadership des femmes et leur implication, la lutte contre la précarité, la lutte contre les violences à l'égard des femmes, le renforcement de l'autonomie économique des femmes et une attention particulière à l'égalité des sexes.

■ Quels en sont les exemples dans notre région ?

Ludovic Parisot : En région Sud, ENGIE et la Fondation ENGIE soutiennent différents organismes et projets :

- Le Café des Femmes du Plan d'Aou avec Banlieues Santé.
- La Maison des femmes avec l'AP-HM.
- L'association Solidarité Femmes 13.
- L'accompagnement de réseaux d'entreprenariat féminin comme Les Premières Sud.

ENGIE Direction Régionale Sud Corse Monaco
Newton Offices Joliette
113 Rue de la République - 13002 Marseille
www.engie.com

Ecologie

100 % recyclage à la DGFIP

La Direction Générale des Finances Publiques s'est résolument engagée dans une démarche écoresponsable nommée EcoFiP : cette démarche s'inscrit dans le cadre ministériel et étatique de renforcement des services publics écoresponsables. Dans les Bouches-du-Rhône, un budget participatif de 15 000 euros annuel sur une période de 3 ans est consacré à des actions de sensibilisation vis-à-vis de ses agents en favorisant leur participation à la conduite de projets écoresponsables.

La 1^{ère} action financée dès 2021 a été la mise en place d'un dispositif de tri sélectif, désormais opérationnel sur plusieurs sites du département qui permet de valoriser 100 % des déchets de bureau en assurant leur recyclage et en créant des emplois solidaires pérennes et locaux pour des personnes en difficultés d'insertion ou en situation de handicap. Par ailleurs, la Direction régionale de PACA Bouches-du-Rhône participe à une expérimentation d'un plan "mobilité" pour 5 de ses services les plus importants du département, afin de favoriser la diminution de l'empreinte carbone des déplacements domicile-travail des agents travaillant dans ces centres de finances publiques.

Action



A Allauch, les écoles se végétalisent

La ville d'Allauch a obtenu un prix "Villes et Villages Fleuris" pour son projet de végétalisation des cours d'école de la commune. Le maire, Lionel de Cala, ambitionne "de remettre au cœur des aménagements et des usages de la cour le bien-être des enfants et améliorer le confort thermique" notamment par le rafraîchissement de la cour en redonnant une place importante aux végétaux, en optimisant l'infiltration des eaux de pluie et en sélectionnant des matériaux qui accumulent moins de chaleur que le goudron ou encore en élargissant les pratiques sportives et en encourageant les activités créatives et pédagogiques. D'autre part, cette initiative est établie avec un travail collaboratif des élèves du CE2 au CM2 qui deviennent des acteurs de cette transformation.

Les travaux de terrassement, de préparation des sols, de construction du préau et des sanitaires seront réalisés entre les mois de mai et d'août. La cour sera sécurisée et fonctionnelle dès la rentrée 2023. La plantation des végétaux à l'automne viendra finaliser l'opération.

Initiative



La symbolique journée de l'arbre à Cadolive

La commune de Cadolive a fait de "la journée de l'arbre" une action de sensibilisation, de mobilisation et de plantation. Tous les enfants des écoles maternelles et primaires sont montés sur la colline pour planter "leur arbre". Enseignants, parents, personnels de la commune et élus, membres du CCFF et de l'Amicale des Chasseurs, professionnels de l'Office National des Forêts, garde-chasses, pompiers... étaient au rendez-vous. "Une action à la valeur éducative, écologique et symbolique", conclut le maire Serge Perottino.

Initiatives

Engie et les femmes...

En région Sud, la Fondation ENGIE soutient différentes initiatives citoyennes, en particulier en direction des femmes. Il s'agit notamment du Café des Femmes du Plan d'Aou avec Banlieues Santé, de la Maison des femmes avec l'AP-HM, de l'association Solidarité Femmes 13 et du réseau d'entrepreneuriat féminin comme Les Premières Sud.

Innovation

Le Fret du futur

Wabtec Corporation, Fret SNCF et la RDT13 ont lancé Monitor, premier projet de la coalition Fret Ferroviaire Français du Futur pour accélérer le développement de l'industrie du fret ferroviaire en Europe. L'initiative consiste à équiper les wagons de capteurs permettant de surveiller et prévenir les risques de déraillement, de serrages de freins intempestifs et de réduire le temps de préparation des trains. Monitor pourrait, ainsi, contribuer à réduire les coûts de maintenance du fret ferroviaire. Financé par l'Etat dans le cadre de France 2030 opéré par l'ADEME, l'Agence de la Transition Ecologique, ce projet durera trois ans et demi.

“Confortable, modulable, durable”

Patrick Alary est à la tête de la Direction Générale Région Arc Méditerranéen de Bouygues Immobilier.

■ Comment Bouygues Immobilier s'adapte-t-elle à l'urgence environnementale ?

Patrick Alary : Nous n'avons pas attendu la réglementation environnementale 2020 pour nous remettre en cause. Celle-ci vise à atteindre la neutralité carbone en 2050. Nous avons mené une étude avec L'ObSoCo. Nous voulions connaître les attentes des Français en matière d'habitat, convaincus que les besoins avaient changé. Les grands enseignements de cette étude nous ont permis de structurer nos offres.

■ Comment intégrez-vous la transition environnementale dans vos projets ?

Patrick Alary : Pour concilier transition environnementale et confort de vie, nos logements sont conçus suivant trois piliers : confortable, modulable, durable. Pour ne prendre que quelques exemples, nous privilégions un système réversible chaud/froid de pompes à chaleur. Chaque logement bénéficie d'une prise de recharge pour véhicule électrique. Nos constructions privilégient des matériaux made in France et du béton bas-carbone. Enfin, pour favoriser la biodiversité, chacun de nos projets est conçu avec un écologue et un paysagiste. Précédemment, nos logements émettaient environ 1,5 T de CO₂ par m² sur 50 ans, d'ici la fin de la décennie nous serons à moins de 800 kg.



■ Avez-vous un exemple de réalisation ?

Patrick Alary : L'opération AL-FA (9 500 m², 148 logements) est presque terminée. Elle s'intègre à l'écoquartier des Fabriques sur Euroméditerranée. Cette résidence est labélisée NF HQE et BBCA avec une émission de carbone moitié moindre par rapport à un bâtiment usuel. Pour atteindre cet objectif, nous avons mis en œuvre des matériaux vertueux et le bâtiment est connecté à une boucle d'eau de mer.

Les habitants bénéficient ainsi d'un chauffage et d'un rafraîchissement décarboné plus économique avec de surcroît une architecture contemporaine et méditerranéenne adaptée à notre climat.

Bouygues Immobilier
7 bd Dunkerque 13002 Marseille
www.bouygues-immobilier.com

17

“L'eau est trop précieuse pour n'être utilisée qu'une fois”

La Société des eaux de Marseille fête cette année ses 80 ans. Cette filiale de Veolia intervient dans 60 communes du Territoire sur l'ensemble du cycle de l'eau. Marie Borni en est Directrice générale déléguée.

■ La sécheresse de 2022 a-t-elle constitué un tournant dans la gestion de l'eau en Provence ?

Marie Borni : Il y aura définitivement un avant et un après. L'été 2022 a permis de remettre l'eau à sa juste place, en faisant prendre conscience à toutes et à tous que nous pouvions aussi pâtir de la sécheresse ici, et que ces phénomènes, jusqu'alors considérés comme exceptionnels, allaient devenir la norme.

■ Comment la Société des Eaux de Marseille agit-elle ?

Marie Borni : Nous avons un slogan : "ensemble, préservons l'eau, la plus précieuse des ressources". C'est comme cela que nous l'avons toujours gérée, aux côtés des Collectivités avec lesquelles nous travaillons main dans la main. En faisant la chasse au gaspillage à tous les niveaux. D'abord en traquant les fuites sur 5400 km de réseaux enterrés, en renouvelant chaque année 30 km de réseaux, ou en alertant les usagers de toute consommation anormale



grâce aux compteurs intelligents. En accompagnant le consommateur dans une nouvelle relation à l'eau, pour aller vers des comportements plus sobres. Grâce à la sensibilisation, notamment des plus jeunes. Ou encore en donnant plusieurs vies à l'eau, grâce à des dispositifs de réutilisation des eaux usées traitées, comme nous le faisons actuellement à la station d'épuration de Cuges les Pins avec l'objectif d'irriguer des plaines agricoles. Car l'eau est trop précieuse pour n'être utilisée qu'une seule fois.

Notre expertise et capacité d'innovation nous permettent déjà d'économiser chaque année l'équivalent de la consommation d'une commune de 300 000 habitants et nous sommes plus que jamais engagés au service de la transformation écologique de notre territoire.

Société des Eaux de Marseille
78 bd Lazer - 13010 Marseille - eauxdemarseille.fr

Le chiffre

2,5

2,5 millions d'euros. C'est le montant apporté par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse au dispositif de Paiements pour services environnementaux (PSE) qui vise à maintenir les services environnementaux déjà rendus par les agriculteurs, afin de limiter le phénomène de disparition des prairies de la Crau. Ce projet a été inauguré par le directeur général de l'agence de l'eau, Laurent Roy, et Céline Tramountin, présidente du Syndicat mixte de gestion des nappes de la Crau qui gère la nappe de la Crau, d'une superficie de 550 km² et qui alimente en eau potable près de 300 000 habitants répartis sur 16 communes.

Environnement

Un Observatoire à la Ciotat

La ville de La Ciotat a créé l'Observatoire de l'Environnement. Son objectif est de recueillir la vision des Ciotadens sur l'image de la ville durable dans 20 ans pour réfléchir ensemble à la politique environnementale à mener. Observer et proposer des actions sont à l'ordre du jour. Les premières suggestions de l'Observatoire de l'Environnement ont été mises en œuvre au premier semestre 2023 avec, au programme, la suppression des douches de plage, le prélèvement et transfert de lapins du parc urbain "Domaine de La Tour" vers le Parc National des Calanques, le soutien à la lutte contre la prolifération des moustiques Tigres, la mise en place d'un filet anti-déchets à l'embouchure du Vallat de Roubau, l'installation d'un cendrier Nudge en bord de plage...

Innovation



Pour une alimentation plus durable

C'est "une première nationale" selon les propos de la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône. Avec ses partenaires, la ville d'Aubagne s'engage pour une agriculture locale et naturelle.

Avec quatre jeunes agriculteurs – Mmes Rabecq, Lepissier, Masoni et M. Klein – la ville a signé quatre baux agricoles sur le domaine de Camp de Lambert, magnifique enclave verte de 15 hectares, pour y favoriser le développement d'une agriculture péri-urbaine qui va privilégier le Bio et les circuits courts ! Ces jeunes agriculteurs vont y développer de l'élevage et du maraîchage. "La volonté de la municipalité est d'accompagner la transition écologique du territoire vers une alimentation plus durable et plus autonome", commente le maire, Gérard Gazay. À Aubagne, grâce à ce volontarisme, les surfaces dédiées aux zones agricoles ont augmenté de 10 % en 10 ans.

Perspectives

Un nouveau MIN à Châteaurenard

Châteaurenard a lancé son nouveau Marché d'Intérêt National. Un projet en trois phases. La Banque des Territoires est un des partenaires de cette initiative avec un prêt à hauteur de 7,4 millions d'euros. Le nouvel aménagement du "Grand Marché de Provence" consiste à redéployer le MIN autour de 3 pôles dédiés : la logistique des denrées alimentaires ; la production et le commerce et à la transformation des produits Bio et locaux.



Immobilier

Le panorama de Mimet

Mimet de par sa topographie a choisi de se préserver de la densification immobilière. C'est une commune qui porte en elle une force tellurique faite de pentes, contrepentes et peuplée d'arbres et essences précieuses mais tellement vulnérables... "Quand on a la chance de vivre dans un tel écrin de verdure, le principal enjeu est de sauvegarder ce panorama", se réjouit Georges Cristani, le maire.

Personnaliser chaque formation

Dominique Fontvieille, Directrice Générale du Campus des Territoires, spécialiste de la formation des élus, présente les enjeux de la formation.

■ La transition est-elle un enjeu pour la formation des élus des collectivités locales ?

Dominique Fontvieille : Le sujet de la transition écologique a été l'une des premières thématiques de formation que nous ont demandées les collectivités locales. Je me souviens encore de ce premier échange avec un adjoint d'une commune du Var, nous expliquant l'urgence à rappeler les enjeux au niveau mondial/national/départemental/local, avant de centrer la session sur ce que pouvait faire la commune et comment elle pouvait se doter d'une feuille de route.

La transition s'entend aussi en termes de transition numérique. L'enjeu pour les collectivités et les élus consiste en une nouvelle façon de penser la ville, le service urbain et l'interaction des différents acteurs (administration, habitants, entreprises). Il s'agit d'utiliser les technologies numériques non comme une fin en soi mais comme outils pour réduire les coûts, encourager un développement économique durable et améliorer la qualité de vie des habitants. Le sujet de la fracture numérique est aussi présent pour certaines collectivités.

Par ailleurs, de nombreuses thématiques de formation



évoquent les nécessaires transitions ou sont traitées au travers de ce prisme. C'est notamment le cas de formations relatives au budget et à la stratégie financière, ou relatives à l'urbanisme et l'aménagement du territoire.

■ Comment s'est adapté le Campus des Territoires ?

Dominique Fontvieille : Le Campus des Territoires s'adapte d'une part en personnalisant chacune de ses formations : les échanges en amont avec les collectivités permettent de bien cerner les attentes, et

chaque formateur conçoit sa formation en fonction du territoire de la collectivité.

D'autre part, nous nous appuyons sur des formateurs experts qui enrichissent leurs sessions de nombreux exemples et retours d'expérience. Par exemple, nous proposons une formation à venir, conçue sur mesure, qui traite de la Responsabilité Sociale et Environnementale de la collectivité.

Le Campus des Territoires

Les bureaux de l'Arche - 5 rue des Allumettes

13090 Aix-en-Provence - www.campusdesterritoires.fr

19

"Le partage de la valeur comme fil rouge..."

Franck Recoing, Président du Groupe GSAPRADO Assurances, évoque l'esprit de son groupe regroupant sept sociétés dont Générale de Services et d'Assurances.



■ Comment est née votre entreprise de courtage ?

Franck Recoing : Après avoir été témoin des limites d'une entreprise familiale qui confond parfois talent et sang (l'idéal étant de cumuler les deux ! Ce qui n'est malheureusement pas toujours possible)... Puis après avoir constaté la pression de court terme d'une entreprise détenue par un fonds de pension où seul le résultat immédiat compte... Avec des objectifs souvent démesurés et une

culture RH disons très insuffisante pour l'épanouissement professionnel des collaborateurs...

Nous avons choisi avec mes associés de développer un nouveau modèle bâti sur l'entrepreneuriat, l'agrégation de compétences et leur association au sein d'un groupe de sociétés qui forment le groupe GSAPRADO Assurances (qui regroupe agence AXA et Courtage) généraliste de l'assurance, et qui additionne de multiples compétences choisies et solidaires les unes des autres puisqu'elles travaillent en synergie !

■ Vous avez choisi un autre modèle ?

Franck Recoing : Là est la transition en termes de modèle au profit des entreprises et des collectivités de la région Sud. Ces dernières pouvant être bien inspirées de tenir compte de critères objectifs et qualitatifs au moment du choix de leur prestataire, notamment lors des appels d'offres.

Notre modèle revient aux sources d'un management de progrès en incluant une dimension RSE : une offre de services de proximité alliant savoir-faire, compétence, engagement et agilité. Avec Générale Services Assurance, nous avons les atouts d'un grand groupe d'intermédiation d'assurance conjugué à l'agilité et la culture client en plus ! ... et le partage de la valeur comme fil rouge...

■ Et l'avenir ?

Franck Recoing : Notre modèle et notre philosophie s'appuient également sur la préparation du renouvellement des équipes et de leur formation à notre esprit pour préparer l'avenir et assurer le futur du groupe !

Générale Services Assurance

Groupe GSAPradox Assurances

8, Rue Wulfram Puget

13008 Marseille - www.gsapradox.fr

Perspective

Le calendrier du contournement autoroutier

Le Conseil d'Orientation des Infrastructures, instance consultative auprès du ministre chargé des transports, a désigné le projet de contournement autoroutier d'Arles comme un chantier prioritaire.

"Nous devons redoubler nos efforts pour voir naître, dans le futur le plus proche possible, le projet de contournement autoroutier et celui de requalification de cette RN113 en boulevard urbain", commente le maire, Patrick de Carolis. Les étapes prévues par la Ville d'Arles se déclinent ainsi : à l'automne, une concertation publique, finalisation du dossier en 2024, enquête d'utilité publique en 2025... et un début de chantier en 2028.

Le projet de contournement autoroutier de la ville d'Arles, tel qu'il est présenté aujourd'hui, consiste à réaliser une nouvelle portion d'autoroute de 26 km au sud de la ville de Arles. Cet aménagement a pour but de relier l'A54 à l'est depuis Salon de Provence à l'A9 à Nîmes.

Ce contournement autoroutier s'accompagnera d'une requalification de l'actuelle RN113, dont le trafic devrait passer de 73 000 à 25 000 véhicules par jour. Cela permettra d'envisager un projet d'écologie urbaine et avec la rénovation des quartiers de Barriol, la création d'un port de plaisance...

Innovation



Sauver la Posidonie

Le Parc national des Calanques, présidé par Didier Réault, en partenariat avec EcoAct, Digital Realty et Schneider Electric France, viennent de finaliser "Prométhée-Med", première méthodologie de labellisation "bas-carbone" dédiée à la protection du milieu marin. Cette innovation ouvre la voie à la préservation effective d'un important stock de carbone (327 T/ha) et d'un habitat naturel clé de la Méditerranée : les herbiers de posidonie..

Initiative

Bouygues Immobilier et la RSE

Bouygues Immobilier est très impliquée en matière de RSE. Cette démarche permet d'attirer de jeunes collaborateurs engagés. Chaque Direction définit avec ses collaborateurs les actions qu'elle souhaite mettre en œuvre. La Direction Régionale Arc Méditerranéen programme chaque année un ramassage de déchets sur le littoral et soutient différentes associations investies dans les domaines de l'éducation et de l'intégration des personnes en difficulté.

Récompense

Carnoux et Unicil, primée au Palmarès Régional de l'Habitat

Changer l'image des "HLM" et promouvoir la construction de logements sociaux, valoriser des opérations qui mettent en avant l'innovation sociale, environnementale ou urbaine, tels sont les objectifs du Palmarès régional de l'habitat. La résidence Saint Augustin à Carnoux, réalisée par Unicil, a été récompensée par la Préfecture des Bouches-du-Rhône parmi 10 résidences lauréates.

Unicil a ainsi réalisé une opération de démolition et construction de 60 logements sociaux intégrés dans une zone pavillonnaire *"Ce projet montre la volonté de la commune de produire du logement pour tous. Cette volonté ne vient pas uniquement de la loi SRU, mais du besoin de nos citoyens de se loger dignement. Comme nous avons peu de foncier, nous saisissons toutes les occasions"*, explique Jean-Pierre Giorgi, le maire de Carnoux-en-Provence.

Action

Une huile d'olive labellisée "Saint-Victoret"

Dans le cadre d'un projet communal visant à réaliser des vergers collectifs sur plusieurs hectares, le maire de Saint-Victoret, Claude Piccirillo, ardent défenseur des traditions, entend réserver une partie du terrain pour planter une oliveraie. Associés à ce projet les enfants de la commune pourront ainsi aider à mettre en terre les plants et "souquets" d'oliviers prélevés sur des espèces locales et découvrir lors des très attendues prochaines récoltes l'art et la manière de transformer ce fruit en ce délicieux "or vert".



Le chiffre

16 M€

Dans le cadre du plan de relance, l'État a souhaité soutenir les communes et la métropole pour la rénovation thermique de leurs bâtiments.

A ce titre, sur le territoire métropolitain, 48 subventions ont été attribuées pour un montant de 16 M€.

Le groupe **METAUX MOTEURS POMPES INDUSTRIES** et sa filiale **MMPI SERVICES** que dirige **Philippe d'Estienne** sont au coeur de l'action de la transition énergétique en proposant des solutions techniques pour réduire les consommations et les factures.

■ Quels sont les enjeux de la transition énergétique pour les maires et collectivités locales ?

Philippe d'Estienne : La réduction de la consommation d'énergie, la production d'énergie renouvelable, la limitation des émissions de gaz à effet de serre et la promotion de l'économie sobre en carbone sont tous des enjeux importants de la transition énergétique. Les moteurs consomment plus de 40 % de l'électricité produite dans le monde. Les pompes électriques figurent parmi les appareils les plus consommateurs, car elles sont présentes partout dans notre vie, dans nos véhicules, dans nos maisons et bureaux, dans les ateliers, dans nos villes et dans toutes les usines.

■ Comment réaliser des économies d'énergie dans les équipements municipaux ?

Philippe d'Estienne : Notre filiale MMPI SERVICES est spécialisée dans la maintenance, la réhabilitation et l'installation de pompes pour les collectivités publiques et les entreprises. Cette filiale a développé un savoir-faire depuis plusieurs décades et une approche de terrain pour optimiser les consommations de nos clients.



Optimiser les rendements hydrauliques, traquer les gaspillages comme les fuites de réseaux, le mauvais calibrage des outils de commande (flotteurs, sondes,...), poser des variateurs sur les moteurs ou encore mettre en place de la maintenance prédictive avec la pose de capteurs spécifiques pour détecter les signes annonciateurs de pannes sont nos spécialités. Piscine municipale, chauffage et climatisation, arrosage et forage, assainissement et eaux pluviales sont les secteurs où nous intervenons efficacement.

■ Comment pouvez-vous accompagner les collectivités locales dans la mise en place de ces solutions ?

Philippe d'Estienne : Nous proposons des solutions clés en main, avec des études préalables et des investissements payés par les économies dégagées.

Métaux Moteurs Pompes Industries & MMPI Services
164 Bd de Plombières, 13014 Marseille
www.metauxmoteurs.fr

Expertise

Mailinblack et la cybersécurité



En 2022, c'est avec grande fierté que Mailinblack a stoppé 102.5 millions de cyberattaques pour 18 000 hôpitaux, communes, départements, régions, entreprises régionales et françaises.

"En plus de notre solution historique à présent augmentée des plus robustes IA (Protect, protection email 360°), notre innovation Cyber Academy (simulation d'attaques 360° et éducation contextuelle basée sur neurosciences) aident déjà deux millions de Français à devenir invulnérables tous les jours. Lauréats du Grand Défi Cybersécurité, appuyés par France Relance ANSSI, nous sommes le premier partenaire cybersécurité des organisations françaises depuis les confinements, et ça s'amplifie", constate Thomas Kerjean, CEO de Mailinblack.

Énergie renouvelable

Vitrolles : le label Cap cité énergie



La ville de Vitrolles s'est engagée depuis plusieurs années sur un programme de réduction de la consommation énergétique de son patrimoine bâtiementaire. A ce titre, en 2019, la Ville a obtenu le label Cap cité énergie.

Récemment, le Contrat de Performance Énergétique signé entre la ville de Vitrolles et Bouygues Energies & Services France garantit une réduction de 34 % des consommations d'énergie des bâtiments de la ville d'ici la fin du contrat en 2030. Il prévoit également une réduction de 42 % des gaz à effet de serre.

Dans la continuité de ce contrat, la ville de Vitrolles s'est lancée dans une démarche d'autoproduction d'énergie renouvelable et a fait le choix du photovoltaïque, une énergie verte. "Outre nos installations sur les bâtiments communaux, nous souhaitons réellement insuffler une dynamique locale sur ce sujet. C'est pourquoi, nous avons décidé de créer une communauté d'énergie citoyenne qui permettra notamment de soutenir les particuliers souhaitant s'associer pour installer des panneaux solaires sur leurs toits", souligne Loïc Gachon, maire de Vitrolles.

10,5 M€

Electrification des quais du port

Le Grand Port Maritime de Marseille est engagé dans une dynamique d'augmentation des dispositifs de branchement électrique à quai des navires. L'État est intervenu à hauteur de 10,5 M€ dans le cadre du plan de relance portuaire.

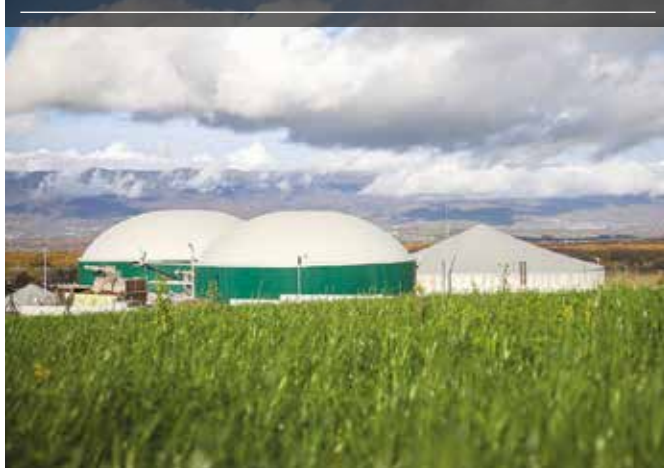
Action

Un complexe sportif pour Saint-Marc de Jaumegarde



Saint-Marc Jaumegarde est une commune de 2 256 hectares située pour 85 % dans le site classé de la montagne Sainte-Victoire. Pour offrir le meilleur à ses 1300 habitants, les 150 enfants des écoles, et ses 700 pratiquants, Régis Martin, le maire, et la commune préparent l'inauguration du complexe sportif avec salle des sports de 550 m², un espace de musculation, un dojo et une salle multi-activités, deux terrains de pétanque, 3 cours de tennis dont 1 couvert, un mini-tennis, un mur d'escalade et un espace de jeu pour les tout-petits.

Action



GRDF : objectif décarbonation

"D'ici à 2030, décarboner efficacement passe par plus de gaz verts en usage direct aux côtés des autres énergies renouvelables. La dynamique des gaz verts confirme la capacité du gaz à s'inscrire pleinement dans une baisse durable des émissions de GES", explique Olivier Bresson, Directeur adjoint Sud-Est de GRDF.



Alors qu'il représente aujourd'hui 20% des émissions de CO₂ en France, le gaz pourrait, à lui seul, contribuer à plus de 25% aux efforts de décarbonation, attendus en 2030 grâce à 3 leviers :

- L'efficacité énergétique avec le développement des chaudières à très haute performance énergétique.
- La sobriété renforcée par le contexte énergétique.
- Le développement des gaz verts.

Aujourd'hui en France, 555 sites de méthanisation gérés par GRDF sont en service pour un total de 9.8 Twh/an de capacités d'injection. A 2030, la capacité de production de gaz vert pourrait atteindre l'équivalent de 11 réacteurs nucléaires !

Débat

Péréniser la transition écologique

"Pourquoi parler de transformation plutôt que de transition ? Parce que nous devons accélérer. Et nous sommes déterminés à co-construire avec notre écosystème local les solutions innovantes de demain, qu'elles soient sociétales ou environnementales", met en avant Marie Borni, directrice générale déléguée de la Société des Eaux de Marseille.

Innovation

100% de Led au Puy Sainte-Réparate

La commune du Puy-Sainte-Réparate n'a pas attendu les différentes crises successives pour prendre des mesures importantes en faveur de l'environnement et portant plus largement sur l'écocitoyenneté. Dès 2020, une étude dédiée à la rénovation de tout l'éclairage public a été commandée au centre d'Etudes et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité, l'Aménagement (établissement public composé de nombreux experts) afin de rénover et de moderniser 100% du parc d'éclairage public (768 points lumineux) en les passant en LED, générant ainsi des économies permettant l'autofinancement du projet (500k€).

"En 2025, 100% du parc d'éclairage public sera passé au LED, une première en France", dit Jean-David Ciot, le maire.



Transition

Le livre blanc de la Transition écologique

"Transition écologique 2023 : les actions concrètes pour Aix-Marseille-Provence", est le titre du Livre Blanc publié en décembre 2022 par le Cercle des Dirigeants, Think Thank Aix Marseille Provence. Il recense les principales actions réalisées en 2023 par les institutions publiques et privées du territoire.



1 et 2 Didier Davitian délégué général du Cercle des Dirigeants, Think Thank Aix Marseille Provence remet le livre blanc à Nicolas Isnard, maire de Salon de Provence et à Arlette Salvo, maire de La Ciotat

3 Le Rendez-vous de l'Avenir en présence de Eric Berton, président d'Aix Marseille Université, Didier Réault, président du Parc des Calanques, Isabelle Campagnola-Savon, conseillère régionale, Fabien Perez, conseiller municipal de Marseille, Frédéric Busin, Patrick Alary, Ludovic Parisot, Laurent Laïk, Geneviève Maillet...

Repenser la sociologie du développement

Luc Chamouveau, expert-comptable, commissaire aux comptes, expert de justice près de la Cour d'Appel d'Aix dirige le groupe Syrec-Astrée qui accompagne la vie des entreprises.

■ Quels changements constatez-vous ?

Luc Chamouveau : Les profonds changements que nous venons de vivre après le COVID conduisent à repenser la sociologie du développement de nos cabinets. De nouveaux mécanismes d'intégration sont à inventer. L'objectif est de jouer son rôle et de contribuer à la transition écologique sociale avec un développement de l'entreprise au service du progrès social.

■ Quels sont les axes de transition ?

Luc Chamouveau : Il faut agir en cohérence avec les valeurs de notre entreprise : fidéliser les équipes. Réduire le turn-over. Attirer les talents de ceux qui veulent en permanence rechercher l'excellence dans le partage. Construire un référentiel pour mesurer les actions réalistes et évaluables. Augmenter la performance économique des équipes de l'entreprise avec une digitalisation adaptée. Améliorer les pratiques sociales et environnementales pour devenir acteur engagé sur le territoire en faveur de certaines attentes sociétales. Identifier les valeurs collectives de l'équipe et des parties prenantes et trouver un vecteur commun qui les anime.

L'objectif est de rechercher une augmentation de la performance de 13 % selon France Stratégie avec un partage



de la performance entre l'entreprise, les équipes et les actions sociétales de l'entreprise.

■ Quelles initiatives avez-vous mises en place ?

Luc Chamouveau : Suite au constat de ces enjeux, nous avons décidé de lancer un projet global au travers d'une société de

formation pour les cadres dirigeants et pour nos équipes sur plusieurs thématiques (RSE, transformation écologique, transmission d'entreprise, finances, nouvelles technologies,...) et de créer un fonds de dotation, appelé "Les enfants de Catherine", en collaboration avec le projet viticole de mon fils aîné Christophe Chamouveau de Montgolfier qui est désormais le propriétaire récoltant du Château Catherine de Montgolfier situé à Armissan, près de Narbonne. Celui-ci mobilise les collaborateurs et anciens collaborateurs. Le fonds de dotation "Les enfants de Catherine" que nous avons initié finance la recherche dans les neurosciences et l'assistance des enfants malades et des enfants qui ont perdu un parent, frère, sœur.

**Syrec - 59 Promenade Georges Pompidou
Prado Beach - 13008 Marseille - www.syrec.net**

LA VIE COMMENCE ICI

Acteur de référence sur le marché français depuis plus de soixante ans, **Bouygues Immobilier** est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'immobilier, de l'aménagement à l'exploitation en passant par la promotion, notre cœur de métier.

Nous développons des projets durables à partir de **trente-six implantations en France** et à l'international.

LES FABRIQUES AL-FA
MARSEILLE - EUROMÉDITERRANÉE



Architecte - Remy Marciano - MARCIANO Architecture.

**Bouygues
Immobilier** 
LA VIE COMMENCE ICI

bouygues-immobilier-corporate.com

